BAYROU annonce une année noire pour le monde du travail ainsi que pour la population et de nouveaux cadeaux pour les entreprises

Avec ses annonces, le Premier ministre vient d'ouvrir un chantier aussi brutal qu'idéologique.

Ce n'est pas un plan d'économies, c'est une déclaration de guerre aux droits des travailleuses et des travailleurs et à l'ensemble de la population.

Au lieu d'ouvrir les yeux sur les urgences sociales – salaires, conditions de travail, santé, éducation, climat, le gouvernement choisit de faire payer une nouvelle fois les travailleurs, notamment les privés d'emploi, et stigmatise les agents du service public. Au lieu de mettre à contribution ceux qui sont responsables du déficit, les plus riches et les grandes entreprises qui ont bénéficié de 73 Milliards de baisse d'impôts chaque année et touchent 211 milliards d'aides publiques sans contreparties , le gouvernement fait encore payer l'addition aux travailleuses et aux travailleurs, aux retraités et précaires, aux étudiants et aux privés d'emploi.

Au menu : une cure d'austérité sans précédent pour le monde du travail :
-Une "année blanche", c'est à dire le gel des pensions des retraités, des prestations sociales (aides au logement, allocation adulte handicapés, allocations familiales...), des budgets des services publics, des salaires des fonctionnaires et l'augmentation des impôts et de la CSG.

Cela se traduira donc par un appauvrissement de chacune et de chacun chaque année au bénéfice, encore, des 1% les plus riches.

-Après nous avoir volé 2 ans de vie, le gouvernement veut nous imposer 2 jours de travail gratuit avec le vol de 2 jours fériés, dont le 8 mai, jour de la victoire contre le nazisme !

-Déremboursements des médicaments et des consultations, notamment pour les malades en affections de longue durée

-Suppression de 3000 postes de fonctionnaires et de nombreuses agences de l'Etat, et non-remplacement d'un fonctionnaire sur trois.
C'est moins de pompiers, d'infirmiers d'enseignants, magistrats greffiers etc...

-Braderie du patrimoine de l'Etat et privatisations.

-Un nouveau tour de vis, le plus violent de tous, pour les privés d'emploi dont les droits ont déjà été divisés par 2 depuis qu'Emmanuel Macron est Président de la République.

-Menace des suppressions des CROUS et baisse du montant des bourses et aides sociales, tout cela dans un contexte d'une sélection de plus en plus forte et d'une privatisation de l'université.

C'est une volonté d'imposer à nouveau une remise en cause tous azimuts des droits des salariés et au-delà de l'ensemble de la population.
Des mesures pourraient être prises par ordonnance dès l'automne !

Dans le même temps, la nécessaire justice fiscale est encore une fois renvoyée aux calendes grecques.

Nous (CGT, CFDT, FSU, Union étudiante et SAF) dénonçons avec la plus grande fermeté cette fuite en avant austéritaire.

Le premier ministre ose nous expliquer qu'il faut travailler plus sans dire un mot sur les centaines de milliers de licenciements en cours et sur le naufrage de la politique de l'offre qui a coulé nos finances publiques sans réindustrialiser le pays.

Ces annonces sont tout aussi injustes qu'inefficaces.
Elles auront un impact récessif violent et ne feront qu'amplifier les difficultés économiques du pays. Elles vont plonger des milliers de familles dans la pauvreté qui atteint déjà un niveau record notamment chez les femmes et les jeunes. On ne soigne pas les finances publiques en saignant les droits sociaux et les services publics !
Ces annonces, faites-en plein cœur de l'été, alors que des millions d'entre nous ne peuvent pas partir en vacances, sont en total décalage avec les attentes du monde du travail.
Elles bradent notre avenir en tournant le dos aux investissements indispensables pour la transition écologique, la recherche et l'éducation, la santé, la justice, l'industrie…

Le Premier ministre reconnaît lui-même qu'il n'est pas en situation d'imposer sa cure d'austérité et d'appauvrissement.

Rien n'est joué ! L'heure est à préparer la mobilisation.
Nous mettrons tout en œuvre pour empêcher ces violents reculs sociaux.

RDV, mercredi 23 juillet, 18h, place de la mairie, Aix en provence.